

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/22
10 mars 2000

(00-0944)

Comité de l'évaluation en douane

RÉSERVE DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE AU TITRE DU PARAGRAPHE 1 DE L'ANNEXE III DE L'ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

Décision

La Décision ci-après concernant la réserve de la République dominicaine au titre du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord sur l'évaluation en douane a été adoptée par le Comité le 3 mars 2000.¹

PRENANT NOTE de la demande présentée par le gouvernement de la République dominicaine au titre du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane"), fait à Marrakech le 15 avril 1994, en vue d'obtenir une prorogation du délai pour l'application des dispositions de cet accord,

RECONNAISSANT que, le 9 mars 1995, la République dominicaine est devenue partie contractante à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et s'est prévalu du paragraphe 1 de l'article 20 de cet accord pour différer l'application de ses dispositions pour une période de cinq ans à compter du 9 mars 1995, date d'entrée en vigueur de l'Accord, et qu'il était donc prévu qu'elle applique les dispositions de cet accord d'ici au 9 mars 2000,

CONSIDÉRANT que la République dominicaine a accompli des efforts importants pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

CONSIDÉRANT aussi que la République dominicaine a reçu une assistance technique pour la mise en œuvre et l'application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et continue d'exprimer son intérêt pour une telle assistance technique,

NOTANT la détermination dont la République dominicaine fait preuve de longue date et les efforts considérables qu'elle accomplit pour réformer et moderniser son administration douanière,

NOTANT aussi l'objectif de la République dominicaine consistant à assurer la mise en œuvre et l'administration effectives de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

NOTANT que les autorités de la République dominicaine ont établi un programme de travail détaillé², auquel participent les ministères et organismes compétents, pour permettre d'élaborer et

¹ Voir le document G/VAL/M/13, qui sera distribué ultérieurement.

² Pièce jointe n° 1 – Programme de travail.

d'adopter une législation et de mener à bien les procédures administratives et juridiques internes, y compris en ce qui concerne la formation, la diffusion de renseignements et d'autres mesures, afin de mettre en œuvre et d'appliquer l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

NOTANT que la République dominicaine, en vertu du paragraphe 2 de l'Annexe III de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, n'appliquera pas de valeurs minimales à un quelconque produit lorsqu'elle mettra en œuvre l'Accord à l'expiration du délai demandé,

NOTANT que la République dominicaine applique déjà le paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données³,

NOTANT que le gouvernement de la République dominicaine n'utilise pas et n'a pas l'intention d'utiliser les services d'inspection avant expédition aux fins de l'évaluation en douane,

RECONNAISSANT que la République dominicaine a indiqué que ce serait la seule dérogation qu'elle demanderait en vue de différer la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

Les Membres, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

DÉCIDENT, au vu des circonstances exceptionnelles énoncées ci-dessus, ce qui suit:

1. Sous réserve des conditions et modalités énoncées ci-après, la République dominicaine pourra différer encore l'application des dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, sans dépasser la date du 1^{er} juillet 2001.
2. Le gouvernement de la République dominicaine rendra compte au Comité de l'évaluation en douane d'ici au 30 septembre 2000, puis à nouveau d'ici au 28 février 2001, des progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail repris dans la pièce jointe n° 1, et de la situation concernant la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane conformément aux conditions et modalités énoncées dans la présente décision.
3. La présente décision est sans préjudice des droits et obligations de la République dominicaine au titre des Accords de l'OMC, notamment de ceux qui découlent de l'Accord sur l'évaluation en douane.

³ G/VAL/5.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES (DGA)

Programme de travail
Pour la période allant de l'an 2000 à l'an 2002

Objectif général: Achèvement du processus de mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane
(Application de l'article VII du GATT de 1994)

OBJECTIFS PARTICULIERS	ACTIVITÉS	DÉLAIS	BESOINS	BUTS	INDICATEURS
1. Modernisation du cadre juridique des douanes dominicaines	a) Approbation du Projet de réforme du tarif douanier et élaboration de règles qui permettront de l'appliquer efficacement. b) Adoption du Projet de loi douanière pour rendre l'institution compatible avec les exigences du commerce moderne et les engagements qui ont été pris. c) Actualisation des règlements indispensables au fonctionnement du nouveau système juridique.	18 mois	Processus de consultation avec les secteurs économiques pour trouver le consensus le plus large possible concernant l'application du nouveau tarif douanier et de la Loi douanière.	Nouveau tarif douanier et Loi douanière	24 mois: mise en œuvre intégrale du tarif douanier et de la Loi douanière ainsi que des règlements d'application concernant tous les domaines de compétence.
2. Simplification des procédures douanières	a) Achèvement du Manuel de procédures pour tous les domaines opérationnels et techniques. b) Achèvement du processus de modification de tous les documents utilisés pour le contrôle interne. c) Élaboration de programmes d'évaluation des risques pour mieux cibler la vérification des marchandises.	18 mois	Assistance technique d'organismes internationaux afin de revoir les résultats du processus de refonte des procédures et de modification des documents. Intensification des travaux visant à mettre à niveau tous les fonctionnaires directement chargés de la mise en œuvre de l'ensemble du processus de réforme interne.	Automatisation de toutes les procédures douanières. Mise en place de la nouvelle structure des douanes. Installation des nouveaux équipements de laboratoire.	18 mois: réduction au minimum du temps nécessaire pour dédouaner les marchandises et des frais liés à ce processus.

OBJECTIFS PARTICULIERS	ACTIVITÉS	DÉLAIS	BESOINS	BUTS	INDICATEURS
3. Renforcement du service d'évaluation en douane	<ul style="list-style-type: none"> a) Achèvement de la mise en conformité intégrale du système d'évaluation avec les dispositions de l'article VII du GATT de 1994. b) Élaboration du Règlement concernant l'évaluation en douane afin que les dispositions de ce règlement soient pleinement intégrées dans le système opérationnel interne. c) Renforcement du service central d'évaluation de la DGA. d) Renforcement des unités locales qui devront se conformer au nouveau système d'évaluation de l'OMC. 	15 mois	<p>Mise sous contrat de spécialistes de l'application des systèmes d'évaluation de l'OMC faisant appel à des moyens électroniques (huit mois).</p> <p>Organisation d'une formation spécialisée de quatre semaines pour six fonctionnaires dans des pays ayant l'expérience de l'application du nouveau système d'évaluation.</p> <p>Achèvement de la base de données installée dans le Département de la valeur en douane de la DGA.</p>	Mise en œuvre intégrale de l'Accord sur l'évaluation en douane du GATT de 1994.	15 mois: application du concept d'évaluation du GATT et contrôle effectif de la valeur transactionnelle de 50 pour cent des déclarations au moyen des mécanismes qui permettent de cibler et de contrôler les produits sensibles.
4. Meilleure vérification de la gestion douanière	<ul style="list-style-type: none"> a) Renforcement du Département de la vérification en ce qui concerne les contrôles internes et externes. b) Choix d'un échantillon représentatif de grands importateurs pour vérifier l'efficacité et la souplesse des contrôles. c) Élaboration des programmes d'évaluation des risques pour améliorer l'efficacité de la section de l'inspection <i>a posteriori</i>. d) Intégration des fonctions de vérification dans la Sous-Direction technique de la DGA. 	18 mois	<p>Mise sous contrat d'un consultant international spécialisé dans l'organisation de la vérification (six mois).</p> <p>Programme de formation de niveau supérieur destiné aux vérificateurs (six mois).</p> <p>Acquisition de nouveaux équipements informatiques ayant une grande capacité de stockage de l'information.</p>	Ensemble des utilisateurs du service des douanes.	<p>12 mois: l'objectif étant au cours de la première année de contrôler jusqu'à 50 pour cent des utilisateurs du service.</p> <p>18 mois: l'objectif étant au cours de la deuxième année de contrôler jusqu'à 90 pour cent des utilisateurs du service.</p>

OBJECTIFS PARTICULIERS	ACTIVITÉS	DÉLAIS	BESOINS	BUTS	INDICATEURS
5. Amélioration du système informatique	a) Développement des programmes destinés au traitement des régimes douaniers suspensifs et spéciaux d'importation. b) Élaboration des manuels contenant les schémas opérationnels du réseau. c) Développement du système informatique à tous les points du réseau. d) Poursuite de l'exécution du programme de formation permanente pour permettre aux fonctionnaires habilités de mieux exploiter le système informatique.	15 mois	Formation de professionnels hautement qualifiés en informatique. Mise sur pied d'équipes techniques des douanes pour l'optimisation du tarif douanier informatique. Poursuite du programme de formation permanente concernant le contrôle et le fonctionnement du réseau.	Utilisation totale de moyens informatiques pour contrôler le nouveau système d'évaluation.	Dans 15 mois, toutes les déclarations en douane devront être faites par des moyens informatiques.
6. Consolidation du processus de réforme de la structure organisationnelle	a) Achèvement de la mise en place de la structure organisationnelle, avec les descriptions de tâches et l'élaboration des fonctions administratives et techniques. b) Définition d'un plan de carrière en établissant des normes de recrutement, de sélection et de promotion. c) Définition des domaines qui exigent une formation et exécution des programmes correspondants.	18 mois	Consultations spécialisées avec les entreprises nationales.	Mise en place de la nouvelle structure.	Dans 12 mois, mise en place d'une nouvelle structure adaptée aux besoins d'une administration douanière moderne.